

PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Amiens, le 05 juin 2014

Service de Prévention des Risques Industriels
Division des Sites et Sols Pollués

Nos réf. : CRO/SH-2014-607
Affaire suivie par : Claire ROLLIN
claire.rollin@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 22 82 92 81
Courriel : spri@developpement-durable.gouv.fr

Objet :

- Rapport « Dossier de notification dans le cadre d'une cessation d'activité » février 2014, CERDIS Environnement
- Rapport « Mémoire justificatif de cessation d'activités », mars 2014, CERDIS Environnement
- « Mémoire en réponse au rapport de la DREAL du 16 mai 2014 », mai 2014, CERDIS Environnement

Madame,

Vous nous transmettez par courrier en date du 30 mai 2014, un mémoire en réponse au rapport de l'inspection des installations classées du 16 mai 2014, et vous nous demandez quand vous pourrez disposer du procès-verbal de récolement.

Le procès-verbal n'est dressé que dans une situation bien précise définie par l'article R 512-39-3 du code de l'environnement que je vous rappelle ci-après :

« III. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain. »

Dans le cas du site Decamp-Dubos de Beauvais, il n'y a pas eu de travaux de réhabilitation, le procès-verbal de récolement ne peut donc pas être établi et n'a pas lieu d'être.

**Madame Decamp-Pehlivan
Société DECAMP-DUBOS
3, rue du Bois d'Aumont
ALLONNE
BP60 505 Beauvais Cedex**

Copie à : Maître Devaureix, UT60

D'après le mémoire en réponse, l'aménagement prévu est tel que l'ensemble du site sera recouvert. Cette mesure permettra, en coupant la voie de transfert, d'éviter l'exposition des futurs usagers aux polluants métalliques qui ont été détectés dans les sols du site, et ceci quelle qu'en soit la concentration. De nouveaux prélèvements de sols et calculs de risque, qui auraient pu permettre d'améliorer la fiabilité des données de votre mémoire de réhabilitation par l'utilisation de méthodologies plus adaptées, ne sont donc pas ici nécessaires si cette mesure est mise en œuvre. Toutefois, comme je vous l'ai indiqué dans mon précédent courrier, il convient de garder en mémoire la pollution et les aménagements considérés. L'instauration de servitudes d'utilité publique sera nécessaire. C'est à l'exploitant de proposer les restrictions d'usage envisagées (article R515-31 du Code de l'Environnement). **Un dossier doit donc être établi et transmis à M. le Préfet de l'Oise**

Enfin, le mémoire en réponse appelle certains commentaires que vous trouverez ci-après :

Constat 1 et Constat 10 :

Le guide de l'auditeur pour la certification des prestataires dans le domaine des sites et sols pollués, version n°3 de juillet 2011, disponible sur le site du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie précise les points clés identifiés pour la prestation de prélèvement de sols (cf. tableau ci-dessous). **Le rapport doit comporter les fiches de sondage et les fiches de prélèvement.**

2.1.4. Prestation A200 Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les sols

| Réf | Questions | O/N | Éléments de réponse | Exigences | Contexte |
|-----|---|-----|---|--|---|
| 1. | Préalablement aux investigations, une recherche ou un repérage des réseaux enterrés a-t-il été effectué ? | Oui | Le prestataire doit pouvoir justifier d'une recherche des réseaux enterrés avant intervention. De ce fait, les documents suivants doivent être retrouvés dans le dossier : Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) et Demande de Renseignements (DR). Le prestataire devra prouver qu'il a respecté les délais avant l'intervention (délais liés à leur obtention, dossiers à faire 10) minimum avant intervention). Le prestataire peut justifier d'une visite préalable du site pour positionner ses investigations. | Guide méthodologique « diagnostics de site » - Chapitre 3 - § 3.2.2 (p. 44) et § 3.2 / p. 47-48) - Norme NF ISO 10381-3 § 6.3.7 et § 6.4.3.2 | La fourniture des DICT dans le rapport n'est pas indispensable, mais elles doivent être présentes dans le dossier technique du prestataire. La réutilisation de DICT est possible sous réserve de leur validité (2 mois) |
| 2. | Le rapport comporte-t-il des fiches de sondage ? | Oui | La fiche de sondage, figurant dans le rapport, doit comporter a minima les éléments de descriptions de l'intervention : - lieu et positionnement du point de prélèvement, - coupe géologique et profondeur d'échantillonnage, - indices organoleptiques (appareil utilisé / résultats des mesures), - description de l'équipement utilisé : pelle, foreuse... - description du mode de gestion des cuttings et du rebouchage. | Guide méthodologique « diagnostics de site » - Chapitre 3 - § 3.3.1 (p. 46) et § 3.3.3 (p. 49) | La fiche de sondage peut être commune avec la fiche de prélèvement. Les fiches sont intégrées dans le rapport et généralement présentées en annexe. Les fiches peuvent être manuscrites mais doivent rester dans tous les cas exploitables. |
| 3. | Le rapport comporte-t-il des fiches de prélèvement ? | Oui | Le rapport doit mentionner, par exemple sous forme de fiches de prélèvement, les éléments de traçabilité suivants : - localisation du point de prélèvement (x, y, z), - références des échantillons, - liste des substances recherchées et laboratoire utilisé, - protocoles de prélèvements, - type de flaconnage, - date et heure de prélèvement, - dates et conditions de transport. | Guide méthodologique « diagnostics de site » - Chapitre 3 - § 3.3.1 (p. 46) | Les éventuelles mesures sur site (fluorescence X, PID / FID, kits de terrain...) doivent être mentionnées sur ces fiches. L'environnement du point de prélèvement doit être décrit (source investiguée / distance par rapport à un ouvrage / photo / croquis) La traçabilité des échantillons doit être assurée sur les fiches (référence de l'échantillon, conditionnement, nom du laboratoire). |

Tableau 4 : Points clés identifiés pour la prestation A200 Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les sols.

Le guide « diagnostics du site » du 08 février 2007 élaboré pour le Ministère précise comment doit être conçue la stratégie d'échantillonnage des sols. Par rapport à la profondeur d'échantillonnage, il est dit que : « l'échantillonnage de chaque niveau (ou échantillonnage stratifié verticalement) doit prendre en compte chacun des horizons traversés. Chaque horizon est en principe échantillonné séparément et en faisant attention de ne pas les mélanger. Dans tous les cas, l'échantillonnage

doit s'accompagner d'une description précise des horizons de sol rencontrés en les mentionnant dans le rapport.

La profondeur de prélèvement doit également tenir compte de l'usage présent ou futur du site, ainsi que des voies probables de migration des contaminants dans l'environnement.

Par exemple : Pour caractériser un sol en tant que milieu d'exposition par contact ou ingestion directe de sol sur une aire de jeu, la tranche superficielle du sol (0-10 cm) est concernée. Un échantillonnage plus profond augmente la possibilité de dilution des concentrations présentes en surface par mélange avec des concentrations plus faibles contenues dans le sol en sub-surface ».

En ce qui concerne la réalisation d'échantillons composites, le même rapport précise :

« Les échantillons composites ne témoignent pas de la variabilité spatiale de la contamination. Des concentrations faibles sur certaines des prises peuvent ne pas être détectées du fait de la dilution engendrée par le mélange, conduisant à une concentration moyennée inférieure à la limite de détection analytique.

Cette méthode ne doit pas être utilisée dans les cas de contaminants volatils pouvant entraîner une volatilisation importante des composés au moment du remaniement des échantillons ».

Enfin, le guide rapporte que :

« Les techniques destructives ne sont pas adaptées à l'échantillonnage de composés organiques en général et volatils en particulier. Le carottage présente l'avantage d'échantillonner des sols en place très peu perturbés en limitant le risque de contamination par les parois du trou de forage, voire en limitant les risques de pertes de polluants volatils par la mise en œuvre de carottage sous gaine ».

En fonction du schéma conceptuel envisagé, la tranche à prélever est donc bien l'horizon superficiel 0-10 cm et le prélèvement composite à partir de sondages à la tarière n'est pas adapté à l'analyse des composés volatiles.

Constant 11 :

En ce qui concerne la voie d'exposition par contact cutané, je vous renvoie à la circulaire DGS/SD. 7B n° 2006-234 du 30/05/06 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires : « en l'absence de procédures établies pour la construction de VTR pour la voie cutanée, les pétitionnaires ne doivent envisager aucune transposition à cette voie de VTR disponibles pour les voies orale ou respiratoire ».

Constat 4, 5,6 et 7 :

Concernant la réalisation des prélèvements d'eau souterraine, les éléments suivants issus des normes en vigueur (FX 31-614 et FX 31-615 relatives à la réalisation d'un forage de contrôle et au prélèvement et échantillonnage de l'eau souterraine) fournissent des éléments quant aux remarques de l'inspection des installations classées :

« Il faut enfin souligner que l'étape de prélèvement des échantillons d'eau à analyser ne peut être envisagée qu'après :

- un développement suffisant afin d'enlever toutes les influences du chantier de foration sur la qualité de l'eau souterraine et obtenir une eau sans particule en suspension pouvant altérer le fonctionnement de la pompe et la représentativité de l'échantillon prélevé ;
- une stabilisation de la remontée de la nappe, après la fin des travaux ;
- un temps suffisamment long pour permettre la dégradation des éventuelles boues et adjuvants biodégradables ;
- une purge adéquate au moment des prélèvements.

Ces recommandations impliquent que les prélèvements des échantillons d'eau à analyser ne pourront pas forcément être faits dès la fin du chantier ».

« Le débit de purge est l'un des éléments constitutifs du protocole de prélèvement ; il doit être choisi en fonction :

- du volume de purge souhaité ;
- de la nature des produits recherchés et du type de pompe afin d'éviter, notamment, les dépressions ou les turbulences de l'eau provoquées par le pompage, ou l'échauffement de la pompe, lesquels pourraient favoriser le dégazage ou l'oxydation de certains composés recherchés ;

La purge par surpompage peut provoquer la migration et la perte de certains polluants, notamment les éléments volatils, en créant des variations de pression qui peuvent affecter l'équilibre des gaz dissous.

Le débit de pompage pour le prélèvement de l'échantillon est inférieur à celui utilisé pour la purge. Le débit de prélèvement doit être adapté et justifié afin d'éviter les problèmes d'oxydation ou de volatilisation des éventuels éléments dissous (COV par exemple), et les émulsions dans les cas de pollutions multiples polyphasées. Il existe aussi une technique de prélèvement à faible débit. Cette méthode peut constituer une procédure nécessaire et acceptable sur certains sites en fonction des investigations à réaliser et des paramètres recherchés. Elle consiste en un pompage à faible débit des eaux souterraines dans les puits ou forages, induisant un flux laminaire (non turbulent) dans le voisinage immédiat de la zone sous influence du pompage dans l'ouvrage. Cela permet d'attirer les eaux de l'aquifère, à travers le massif filtrant et la crépine du forage, vers l'appareil d'échantillonnage. Les débits de pompage devant être appliqués lors des opérations de ce type de prélèvement sont compris entre 0,2 litre/minute à 2 litres/minute. Ces débits relativement faibles permettent de minimiser les perturbations dans l'aquifère sur la hauteur crépinée de l'ouvrage.

Le justificatif de comblement des piézomètres selon les règles de l'art devra nous être fourni dans les meilleurs délais.

Je reste à votre disposition pour plus de renseignements et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

L'inspecteur de l'environnement

Claire Rollin

